

Pour le SEW, le fondamental est en crise

La situation dans l'enseignement fondamental se dégrade année après année, affirme le syndicat SEW/OGBL qui s'appuie sur une enquête pour étayer ce constat. Les instits sont au bord du burn-out.

Les enseignants du fondamental qui ont répondu au questionnaire établi par le syndicat confient dans leur grande majorité qu'ils ne se lanceraient plus dans cette carrière aujourd'hui. Il y a une crise profonde et le SEW plaide pour un débat politique honnête afin de trouver des solutions aux problèmes.

De notre journaliste
Geneviève Montaigu

Plus de cent pages dans sa version compilée, voilà le résultat d'une vaste enquête menée par le syndicat SEW-OGBL auprès des instituteurs et institutrices à travers tout le pays. Et la conclusion qui en ressort ne tire pas vers l'optimisme pour l'enseignement fondamental en proie à des difficultés croissantes. Intitulée «Être enseignant aujourd'hui?! Et demain?!», l'enquête révèle un mal-être certain au sein des salles de classe.

«L'objectif n'était pas de venir gémir, mais bien de cerner les problèmes qui entourent la profession aujourd'hui et de trouver des solutions», précise le président du syndicat SEW, Patrick Arendt. Des contacts seront donc pris avec l'ensemble des partis politiques, parce que, selon le syndicat, il y a lieu d'avoir un «débat politique honnête et un dialogue». Si aujourd'hui, 97,3 % des instits disent enseigner avec plaisir, 61,3 %

ne choisiraient plus ce métier aujourd'hui et 75,6 % ne conseilleraient pas à un jeune d'embrasser cette carrière, selon les réponses fournies par 743 intéressés sur les 3 500 instits que compte le pays. «Ce taux de participation est un record en soi», souligne Patrick Arendt.

Une charge de travail trop importante les incite de plus en plus à prendre des temps partiels quand elle ne conduit pas à des burn-out et des arrêts maladie. Plus de la moitié des instits diplômés ont d'ailleurs envisagé de changer de métier, contrairement aux stagiaires qui sont 62 % à vouloir poursuivre dans cette voie. Une majorité admet que le métier a eu des conséquences sur leur santé ces dernières années et qu'il n'est pas respecté par les médias.

Combattre le stress

«Dans les commentaires qui accompagnaient les réponses, nous avons bien senti que le personnel enseignant était perçu par les médias comme des gens qui devraient arrêter de se plaindre et travailler», souligne le président du SEW. Même constat pour la perception des enseignants par la société. Les réponses sont plus partagées quant au respect que leur témoigne leur direction. En fait, les répondants avaient l'air de dire qu'il ne la voyait jamais ou que très rarement. En revanche, les parents leur témoignent davantage de respect, même s'ils sont parfois confrontés à des situations difficiles, voire pénibles. La création des directions régionales n'a pas changé grand-chose à la situation du personnel enseignant du fondamental et très peu estiment qu'elles aient amélioré leur quotidien. Pas plus que le stage, qui

n'apparaît pas vraiment utile aux yeux des répondants. En résumé, il n'y a pas grand-chose qui ait changé en bien, la situation générale s'étant plutôt dégradé au fil des ans. Le travail administratif toujours plus lourd plombe le moral des enseignants qui ont le sentiment d'être toujours contrôlés en plus de devoir être en permanence disponibles. Les enfants? Ils seraient dans un programme d'animation permanente avec une prise en charge à la journée et après la maison relais, il serait difficile de capter leur attention durant les cours de l'après-midi. Les enseignants disent avoir atteint leurs limites quand en face d'eux ils ont affaire à des élèves qui ne fournissent aucun effort intellectuel, trop braqués qu'ils sont sur leurs tablettes ou écrans de téléphone. Bref, il y a un nivellement par le bas que les enseignants n'arrivent pas à combattre. «Aujourd'hui, on essaye de "manager" le stress de l'enseignant. Cela fait partie d'une formation, alors qu'il faudrait le combattre», conseille vivement Patrick Arendt. Justement, des conseils, il en a plein le magasin. Pour faire face à la pénurie d'enseignants, il serait par exemple judicieux, selon lui, d'arrêter de créer des instituts qui les enrôlent. C'est comme les directions régionales, elles ne servent à rien, sinon à alourdir la tâche des enseignants qui doivent demander la moindre autorisation même quand ils emmènent leurs élèves observer un coin de nature de l'autre côté de la rue. «Nous plaçons pour l'abandon pur et simple des directions régionales», déclare le président du SEW. «Le fondamental vit une crise profonde, mais elle est cachée par le ministère. Claude Meisch dit contrôler la situation, mais ce n'est pas le cas», affirme encore Patrick Arendt, en blâmant la «politique tape-à-l'œil».



Photo : fabrizio pizzolante

Pour Patrick Arendt : «Aujourd'hui, on essaye de "manager" le stress de l'enseignant. Cela fait partie d'une formation, alors qu'il faudrait le combattre.»

VITE DIT

FICHER DE LA POLICE

Les députés déi Lénk David Wagner et Marc Baum ont demandé que la commission parlementaire de la Justice et celle de la Sécurité intérieure et de la Défense soient convoquées au sujet du fichier central de la police et des pratiques de son utilisation. Ils souhaitent entendre le ministre de la Justice et celui de la Sécurité intérieure et de la Défense sur ce sujet. Les deux députés s'inquiètent de la potentielle non-conformité d'une telle base de données avec le principe de la protection des données ainsi que d'une éventuelle utilisation frauduleuse de ces données par une partie de l'administration publique.

SANTÉ

Étienne Schneider participera en sa qualité de ministre de la Santé au Conseil «Emploi, politique sociale, santé et consommateurs» (EPSCO), qui aura lieu aujourd'hui à Luxembourg. Le Conseil adoptera des conclusions sur la lutte contre la résistance aux antimicrobiens et tiendra un échange de vues sur l'amélioration des investissements pour transformer et améliorer les systèmes de santé. La mise en œuvre du nouveau règlement sur les dispositifs médicaux, dont l'application est prévue pour mai 2020, sera également thématisée, tout comme la récente flambée de rougeole.



Photo : ema

Hier, une délégation de la commission parlementaire de la Sécurité intérieure et de la Défense s'est rendue au Centre militaire à Diekirch dans le cadre d'une visite de travail. À l'issue d'un briefing, les députés ont découvert une exposition de matériel militaire et ils ont visité les installations du Centre militaire, notamment le hall logistique, en présence du coordinateur général de la Défense, Gilles Feith, du directeur de la Défense, Tom Koeller, et du chef d'état-major de l'armée, le général Alain Duschène.

éditorial

de notre rédacteur en chef adjoint
Laurent Duraisin



lduraisin@lequotidien.lu

Jeunes pousses et vieux débat

Voilà qui va rappeler quelques souvenirs... bons ou mauvais. Une nouvelle pétition vient d'être déposée à la Chambre des députés et est désormais ouverte à signature. Elle demande l'abaissement du droit de vote de 18 à 16 ans. Cela ne vous rappelle rien? Le document est à signer jusqu'au 18 juillet inclus. Cette pétition obtiendra-t-elle 4 500 signatures pour permettre un débat public à la Chambre? Nous verrons bien. Mais cette demande permet de faire un voyage dans le temps de quelques années. Oui, en 2015, à l'époque du référendum. Les électeurs s'étaient déjà penchés sur cette question et avaient massivement rejeté l'idée avec 80 % des voix. Un résultat sans appel qui a fait mal. Les plus de 18 ans ne voulaient donc pas que les jeunes âgés de 16 à 18 ans puissent donner leur avis. Mais les choses ont quelque peu changé depuis. Les jeunes de cette tranche d'âge ont rarement été dociles, il faut bien le dire, et ont décidé dernièrement de prendre leur destin en main. Ils ont ainsi orga-

nisé manifestation sur manifestation. Puisqu'on leur interdisait de s'exprimer dans les urnes, ils ont décidé de marcher. Oui, marcher et encore marcher, et pas pour n'importe quoi : la planète. Les manifestations qui ont eu lieu ces derniers mois dans le pays ont permis de réveiller certaines consciences, et pas seulement chez les moins de 18 ans. Cette mobilisation a pesé dans les urnes lors des élections européennes et, même si la plupart des manifestants n'avaient pas le droit de vote, leur message est passé auprès de leurs aînés, qui ont décidé de les soutenir tout en étant sensibilisés à cette problématique climatique. La personne qui a déposé la pétition s'appuie bien évidemment sur cet exemple, notamment pour motiver sa demande. «La jeune génération est celle qui vivra avec les conséquences de la politique actuelle», explique-t-il. «Ainsi, il est légitime de donner un droit de vote aux jeunes qui s'intéressent (à) la politique et qui veulent exercer (leur) influence sur la politique.» Imparable. Mais cela sera-t-il suffisant pour effacer le souvenir de 2015?